

blé à la Chine et les nouvelles ventes consenties à l'URSS, mais je me rappelle lorsque nous avons fait la première vente à la Chine; le premier ministre, qui siégeait alors dans l'opposition, avait dit que le Canada vendait à crédit à ses ennemis alors qu'il vendait comptant à ses amis. Il tentait de discréditer notre gouvernement à cause de cette vente prodigieuse de blé à la Chine.

Le ministre a dit que l'année dernière avait été difficile et qu'il était très satisfait des résultats qu'accusaient les paiements définitifs annoncés il y a quelques jours. Je tiens à lui rappeler que cette année les prix sont inférieurs à ceux de l'année dernière dans une proportion de 9 à 17c. le boisseau, malgré l'augmentation du prix des machines agricoles, de la main-d'œuvre et de tout ce qui entre dans le coût de production; malgré aussi la promesse du parti libéral, aux deux dernières élections, d'assurer un revenu garanti de \$2 le boisseau aux producteurs de céréales de l'Ouest. Au lieu d'obtenir \$2 le boisseau, les cultivateurs de l'Ouest reçoivent Hazen Arge comme sénateur, et lorsqu'on songe à la perte de 9 à 17c. le boisseau pour compenser ce privilège, on est d'avis que le gouvernement doit quelque chose aux agriculteurs de l'Ouest en sus des montants qu'ils ont reçus pendant les trois dernières années.

Aujourd'hui, le ministre a bien insisté sur le fait que, de l'avis du comité consultatif, les producteurs s'imaginaient recevoir de l'argent de l'État. Si c'est bien ce qu'il a dit, j'ai du mal à croire que le comité consultatif de la Commission canadienne du blé émette une telle idée, parce que les gens qui pensent ainsi ne sont pas des producteurs. Ce ne sont pas les producteurs de céréales qui s'imaginent que certains versements proviennent de l'État.

L'hon. M. Sharp: Monsieur le président, je suis sûr que le député acceptera ma parole, mais il lui suffit de parler aux membres du conseil consultatif pour apprendre qu'ils s'inquiètent beaucoup chaque fois que le gouvernement fait une annonce, qu'on s' imagine que d'une façon quelconque il fait des largesses aux cultivateurs de l'Ouest. Je sais que ce n'est pas l'avis de mon honorable ami, mais c'est l'idée de bien des gens, et je m'emploie de mon mieux à la rectifier.

M. Nasserden: Sauf erreur, le ministre a mentionné les producteurs, et je suis convaincu que les producteurs de l'Ouest canadien savent d'où vient l'argent quand ils vendent leurs céréales. Ils ne croient pas qu'aucun gouvernement leur donne quoi que ce soit, certainement pas le gouvernement actuel.

Il existe nombre de causes pour les paiements définitifs de cette année. D'abord, il y a eu le grave problème de l'affectation des wagons couverts. A mon avis, cette situation a résulté dans une large mesure du manque d'intérêt du ministre envers tout ce qui concerne la Commission canadienne du blé. Il aime nous dire qu'il lui incombe à titre de ministre de faire rapport à la Chambre des communes de l'activité de la Commission. Sans égard aux partis, nous de l'Ouest sommes d'avis que la responsabilité du ministre est plus grande que cela au regard de l'activité de la Commission canadienne du blé.

L'hon. M. Sharp: Monsieur le président, puis-je dire que l'honorable député sait parfaitement bien ce que j'ai dit en nombre d'occasions: ma tâche consiste à appuyer la Commission canadienne du blé, et je le répète, à l'appuyer, non à faire rapport à son sujet.

• (5.50 p.m.)

M. Nasserden: Je signalerai au ministre, monsieur le président, qu'il s'acquitte très mal de sa tâche en n'accordant pas à la Commission l'appui dont elle a besoin pour bien jouer son rôle. J'allais parler des contingents indéterminés qu'on a établis l'automne dernier pour l'orge. Certains cultivateurs pouvaient expédier 17,000 boisseaux tandis que d'autres n'en avaient pas encore récolté un seul. Les élévateurs sont devenus encombrés; il y a eu pénurie de wagons et ils n'ont pu expédier l'orge qu'ils avaient en entrepôt. L'espace alloué aux cultivateurs des diverses parties du Canada a été réparti de façon injuste, et tout cela parce que le ministre voulait faire quelque chose au cours de cette période pour montrer que les céréales étaient transportées librement dans les Prairies sous un gouvernement libéral.

Je voudrais aussi aborder un autre point. Je n'ai rien appris du bureau du gouvernement ou du ministre au sujet de structures grâce auxquelles le gouvernement pourrait mettre au point une politique cohérente en vue des prochaines négociations relatives à l'accord international sur le blé. Voilà un point qui devrait actuellement préoccuper le gouvernement et qui aurait dû retenir son attention depuis au moins un an. Le gouvernement a failli à sa tâche en ne prenant pas l'initiative nécessaire dans ce domaine.

Je voudrais parler également des ports du Pacifique et m'associer à ceux qui ont prononcé des discours à la Chambre au cours de la présente session au sujet de l'amélioration